

Chronique d'infos Congolaises

Août 2001

Bulletin Trimestriel N°14



02, rue du Dr Ménard 92240 Malakoff France Tel 00 33 1 46 56 88 95 Email : infocongo@club-internet.fr

On ne gagne pas toujours toutes les luttes qu'on engage, mais on perd toutes celles qu'on n'engage pas.

SOMMAIRE

	pages
<u>EDITORIAL</u>	2
<u>ZOOM</u>	2
"L'éducation scolaire zéro" légué par le colonisateur belge	2
<u>ACTUALITES</u>	
Le dialogue Inter congolais est-il un vrai "Marché des dupes"	3
Le Ruanda: Fabriquer des interahamwes à tout prix!	3
La médecine traditionnelle négligée en Afrique noire.	4
Malgré tout les discours, les intérêts du monde dit « libre » passent avant les Droits de l'homme!	4
La méritocratie pourra-t-elle sortir le Congo de l'abîme?	5
<u>SOCIETE</u>	6
Spoliation des orphelins au décès du père.	6
Montrer les fesses des ses filles « MAPOUKA » : l'argument culturel Ivoirien!	6

Editorial

Faut-il encore croire au développement futur des pays pauvres d'aujourd'hui ?

Les institutions financières internationales contribuent-elles vraiment au développement des pays pauvres ?

Du point de vue théorique : Les rapaces du Nord ne peuvent pas soutenir le développement d'une éventuelle future concurrence des pays du tiers monde.

Du point de vu pratique : aucune aide n'est possible pour tout investissement qui ne soit pas au profit des vrais bailleurs de fonds: (Institutions financières multilatérales) de tendances ultra libérales.

Pour les pays sous développés, doit-on continuer à prétendre qu'il n'existe qu'une seule voie ; celle de l'endettement ? Alors même qu'ils sont tous déjà très endettés et sans espoir de développement. L'endettement lui même n'a-t-il vraiment pas des limites ?

Seul le concerné peut véritablement imaginer des vrais solutions à ses problèmes. Ce sera toujours une erreur de croire que des personnes non concernées peuvent rechercher efficacement des solutions pour les autres. Car l'altruisme n'est pas le propre du mercantilisme de tout temps.

Le problème du sous développement étant commun à tout un ensemble de pays, seule une vision et une gestion commune de la recherche des solutions à caractère régional peut être prometteur.

Alors que l'implication des Africains dans la recherche des solutions indispensables à leur survie nécessite l'unité de vue entre les états concernés, l'influence des pays puissants sur leurs satellites africains a toujours constitué un obstacle à toute unité.

Les règles de l'ultra libéralisme que proposent beaucoup d'institutions sont des nouveaux concepts qui contournent le problème du développement en instituant une concurrence et une compétition entre les sujets des pays riches et ceux des pays très sous-développés

à l'instar de l'OMC. Que sera par exemple la concurrence entre la production agricole subventionnée du Nord et celle du sud où les paysans se débrouillent seuls sans aide ? Il faut noter que les investissements des citoyens des pays du Nord bénéficient en majorité des crédits contrairement à ceux du sud. Alors que les pays pauvres devraient bénéficier d'une protection, c'est le gain facile souvent critère de choix de décision pour les financiers qui s'impose encore aujourd'hui. C'est aux pays du sud eux-mêmes de choisir leur protection en refusant tous les accords qui ignorerait leurs vrais besoins. La relation entre liberté politique et rentabilité économique étant très subtile. On peut se demander si le développement de l'Afrique est vraiment leur souci comme le prétend le langage diplomatique des bailleurs des fonds traditionnels ? Ne risque-t-on pas de voir s'installer des vitrines de droit libéral et démocratique laissant en marge un plus grand nombre de la population et n'abritant que le petit nombre apte à s'intégrer et à participer au système de la mondialisation ?

MASAMBA.

Zoom sur le passé

"L'éducation scolaire zéro" léguée par le colonisateur belge.

On doit toujours se demander si apporter la "civilisation occidentale" signifie: soumettre, exploiter et refuser l'instruction aux peuples prétendus non "civilisés".

Exploiter les ressources matérielles et humaines de la colonie pour les intérêts belges, garder une distance permanente et refuser l'instruction aux colonisés avec comme devise "pas d'élite Congolaise pas de soucis".

La Belgique avec son roi, son église et ses individualités a toujours clamé de bonne foi sa volonté de civiliser le peuple du Congo.

C'est pourtant son obsession à empêcher à tout prix une éducation scolaire au Congo qui est à l'origine de l'une des plus graves conséquences notamment l'absence d'élite intellectuelle. En 1960 au lendemain de l'indépendance les dirigeants politiques congolais redoutables combattants dans les revendications pour l'indépendance avaient toutes les attributions du pouvoir mais avec seulement une vague idée du fonctionnement des institutions. Cette accession sans préparation à l'indépendance emmena la Belgique pour se donner une bonne conscience à proposer une assistance au Congo consistant à former, le Premier Ministre Lumumba et le président Kasavubu dans l'art gérer l'état ; suite à laquelle, les deux nouveaux hommes d'état avaient ainsi bénéficié chacun d'un formateur belge chargé de leur apprendre comment jouer chacun son rôle. C'était laisser la porte ouverte aux plus grandes manipulations de l'histoire.

La suite des événements montre clairement qu'il était déjà trop tard. Le Congo à l'indépendance était un bateau ivre dont ni le Président ni le Premier Ministre ne savaient comment réagir à toute éventualité. Dans toute son action le Premier Ministre sûr de son bon droit avait toujours agi soit d'après ses convictions soit d'après ses sentiments sans se préoccuper de son entourage immédiat ni de l'environnement international. Le président par contre s'est souvent contenté de suivre à la lettre les indications de la puissance colonisatrice. Les décisions, déclarations et actions souvent improvisées des uns et des autres ont été malheureusement une méthode politique que les hommes politiques congolais suivants ont adoptée et qui ne semble pas prêtes de disparaître. Les institutions n'étant pas maîtrisées par les Congolais, la confusion s'installera au sommet de l'Etat entre le Président qui n'avait qu'un rôle honorifique et son Premier Ministre qui détenait le pouvoir exécutif. Sous l'influence des anciens colonisateurs le président Kasa-vubu se mettra dans l'illégalité en révoquant Lumumba et en nommant Monsieur Iléo Premier Ministre.

Lorsqu'il instaure le gouvernement des commissaires généraux, toujours par improvisation Mobutu créera un nouveau type d'hommes politiques en nommant des étudiants universitaires sans la moindre conviction, enlevant à cette occasion tout esprit de combat d'idées et de visions politiques chez les plus jeunes. Pour le Congolais désormais, être universitaire suffisait pour gérer l'Etat. Tout au long de son règne avec l'aide des occidentaux, Mobutu instaurera le système politique et économique des hommes sans convictions et sans idées. La politique devenant simplement un gros gagne pain qui organisera la disparition de l'administration et l'effondrement de l'Etat. Le seul projet politique était "comment maintenir son guide Mobutu au pouvoir à tout prix". On observe encore aujourd'hui qu'au Congo, les hommes politiques pour leur grande majorité n'obéissent qu'à leurs appétits. Les jeunes structures politiques qui auraient pu porter l'espoir sont elles-mêmes encadrées par des universitaires produits par un enseignement à la dérive. Le peuple noyé dans une grande nonchalance et en général très versatile croit de plus en plus, à un futur gouvernement que Dieu lui-même viendrait mettre en place au Congo. Il est à noter que des nombreux acteurs politiques du Congo font souvent aveu d'impuissance et s'en remettent à "Dieu" semble-t-il pour sortir le pays de ses problèmes. Tout cela fait penser que les aventuriers du Congo ont encore beaucoup d'avenir.

MASAMBA

Actualités

Le dialogue Inter congolais est-il un vrai "Marché des dupes".

A Kinshasa, Paris, Bruxelles et bien sûr dans l'Est du Congo chez les rebelles c'est la fièvre du dialogue inter congolais,

L'agitation n'étonne personne d'autant plus que l'engagement et le combat politique des Congolais répondent rarement aux convictions mais plutôt aux appétits.

Pour les dignitaires du régime Mobutu, rebelles, exilés ou opposants intérieur en RDC, c'est l'occasion rêvée de réintégrer un pouvoir et s'il le faut, le moyen de récupérer tous les biens actuellement confisqués; qu'ils avaient acquis en dépouillant les caisses de l'état. Pour certains anciens rebelles devenus comme par un coup de baguette magique des anti-rebellion et engagés aux côtés du gouvernement, retournement de situation dont seul le Congo a le secret. C'est le début de la réalisation de deux rêves : se faire pardonner d'une part et se positionner pour le pouvoir d'autre part.

Pour certaines personnes devenus opportunément membres de la société civile, partis politiques, associations de la diaspora ; qui se sont battus pour participer au dialogue, c'est un moyen efficace de se faire connaître et se faire accepter pour pénétrer dans le cercle du pouvoir.

Ceux qui ont réussi à se faire une place à la table de MASIRE le facilitateur du dialogue inter congolais sont considérés comme des heureux élus. La suite logique du dialogue, comme prévu dans les accords de Lusaka étant le partage du pouvoir comme un Gâteau d'anniversaire, nombreux de ces heureux élus pensent avoir réussi la première étape.

Pour espérer voir la fin de la guerre, les Congolais ont été obligés d'accepter malgré eux cet état de fait. Le Dialogue congolais vu comme un espoir est un piège en même temps car ; ce n'est pas le fait d'avoir été opposant, rebelle, membre de la diaspora, membre de la société civile ou un farouche combattant contre le pouvoir en place que les intéressés seront devenus compétents pour gérer intelligemment et efficacement les affaires du Congo.

Le "Facilitateur" lui-même n'est-il pas le piège le plus dangereux? Peut-on savoir s'il prépare un vrai dialogue ou il ne serait que l'agent chargé de réaliser la distribution des cartes selon un schéma purement néo-colonial ? Le fait de se comporter en donneur d'ordre peut conduire à beaucoup d'interrogations de ce genre.

Il est pourtant erroné de croire que tout serait complètement perdu. Des nombreux Congolais qui se battent de manière philanthropique, vrais espoirs sont encore là. Engagés dans le monde associatif et à l'origine de nombreux projets à caractères sociaux et sans interlocuteurs capable de comprendre l'utilité de leur projets, ils ne se découragent pas et continuent à s'impliquer dans les affaires du Congo. Peut-être sans le savoir, ils sont entrés dans l'une des grandes écoles de formation à la citoyenneté et à la gestion de la chose publique. Dans un Congo libre et réellement démocratique, les mieux préparés pour mener l'état dans la voie des intérêts communs seront théoriquement, ceux qui auront réussi à prouver devant la société leur capacité à imaginer, proposer et à réaliser des projets susceptibles de résoudre les diverses difficultés auxquelles sont soumises les compatriotes.

MASAMBA

Le Rwanda prêt à fabriquer ses interahamwes !

Comment comprendre que l'armée Rwandaise qui contrôle pourtant le Kivu depuis 1996 ne réussisse pas à supprimer la menace des interahamwes. Le président Kagame du Rwanda ne cesse de déclarer que son armée (APR) ne quittera jamais le Congo tant qu'il y aura des interahamwes. Combien d'années d'occupation du Congo faudra-t-il pour réaliser la sécurité absolue du Rwanda ? Pourquoi la partie sous occupation ruandaise est-elle toujours remplie d'interahamwes ? Le pouvoir ruandais ressemble de plus en plus, à un groupe sans projet politique et dont la seule existence, ne peut être entretenue que par l'existence des interahamwes.

Qui peut croire, que les populations congolaises, dans les régions sous occupation subiraient les massacres, assassinats, incendies des villages et déportations sans réagir et s'organiser. La résistance qui a pris naissance dans ces zones occupées s'est regroupée, autour de l'organisation militaire Mai-Mai. Comme tout mouvement de résistance partout dans le monde, connaissant bien son terrain, motivé par l'instinct de survie et sans un autre choix que le combat, il malmène et désorganise les armées d'occupation avec une grande efficacité. Les difficultés de l'armée ruandaise avec des troupes de résistance Mai-Mai, poussent le Rwanda à créer un amalgame entre ceux-ci et le interahamwes.

En 1996, le peuple congolais qui rêvait se débarrasser de Mobutu depuis longtemps avant, accueillera sa chute avec une satisfaction quasi unanime. Tout semblait facile lorsque le peuple était convaincu par une cause; ce qui fût le cas pour la chute du "Marechal". En 1998, sans raisons convainquantes, il fallait s'attendre à la résistance du peuple congolais contre les rebelles et leurs commanditaires qui voulait prendre la place de Kabila. Le petit groupe de Congolais qui a accepté de s'engager dans la deuxième rébellion n'étant pas représentatif, son échec semblait prévisible. Ni l'Angola, ni la Zimbabwe, ni la Namibie n'aurait pris le risque de défendre la RD Congo s'ils avaient constaté la moindre hostilité du peuple congolais à l'égard du pouvoir en place.

Le Rwanda et l'Ouganda ont perdu leur bataille la plus déterminante. Faudrait-il comprendre que sans l'adhésion congolaise, les forces d'occupation rencontreront partout au Congo des organisations populaires de résistance qu'ils ne pourront jamais vaincre.

Pris au piège, la seule raison acceptable par les parrains occidentaux pour continuer de soutenir les armées d'occupation reste la poursuite des interahamwes. Ne serait-il pas devenu indispensable de fabriquer ces interahamwes là où il n'y en a pas ?

Le président de la République du Rwanda en détiendrait-il lui-même par conséquent, le secret de cette fabrication ? A la lumière des divers rapports des organisations et observateurs sur cette région : Toutes les actions de la résistance populaire congolaise sont déclarées par le Rwanda comme des attaques interahamwes. L'Armée Populaire Rwandaise elle-même organise pour les besoins de sa cause, des opérations qu'il impute ensuite aux interahamwes, après quoi naturellement la population congolaise est massacrée.

Pour satisfaire le Rwanda et l'Ouganda, les mouvements rebelles acceptent le massacre à grande échelle de la population congolaise, contribuant à accroître le nombre de victimes civiles. Elevé aujourd'hui à plus de 2 millions, le nombre de victimes a longtemps dépassé celui du génocide entre Rwandais de 1994.

Malgré les trois années d'occupation du Congo, les autorités Ruandaises ne cessent de déclarer que la menace n'a jamais changé. En prétendant qu'il y a toujours un nombre grandissant d'interahamwes, dans la zone sous son contrôle, les agresseurs avouent sans doute leur impuissance. Si tel est le cas Ruandais, Ougandais et rebelles congolais doivent reconnaître qu'ils ont tous échoué dans leur démarche. La sécurité du Rwanda et de l'Ouganda peut-être obtenue par la force? Il convient aux pays agresseurs de négocier la paix avec le peuple congolais en commençant par le retrait réel de leurs armées. Un règlement politique au niveau régional ne serait-il pas nécessaire. Les pays agresseurs menant eux-mêmes aussi des guerres contre tous leurs mouvements de contestations ou groupes armés nationaux internes, ils ne pourront pas garder indéfiniment les avantages diplomatiques dont ils bénéficient actuellement de la part de leurs parrains qui finiront par retourner leur veste de façon imprévisible au gré des intérêts comme d'habitude.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les populations du Congo n'adhèrent pas à l'aventure des rebelles malgré les efforts et le coup de main à leur profit qu'exercent certains partis d'opposition interne (MPR Nzuzi wa Mbombo, UDPS Tshisekedi et le FONUS Olonga Koy). Seul le partage du pouvoir prévu par les « ACCORDS DE LUSAKA » peut être considéré comme la grande victoire de la rébellion car si tout se déroule comme prévu, celle-ci aura atteint partiellement son objectif : reprendre le pouvoir malgré une grande impopularité persistante.

Si l'entente avec le Congo n'est pas envisagée rapidement par les agresseurs, on ne sera pas étonné de voir un pays comme le Rwanda dans un avenir proche s'éteindre lui-même tel un boa qui aurait tenté d'avalé un éléphant adulte. Le peuple congolais même très affaibli mais déterminé possède toutes les ressources matérielles et humaines qui lui permettront dans les jours à venir de relever tous les défis notamment celle de l'occupation.

MASAMBA

La médecine traditionnelle négligée en Afrique noire.

Occupant une place importante en Afrique de tout temps et d'avantage encore aujourd'hui. Le retour au premier plan de la médecine traditionnelle au Congo favorisé par la faillite de la politique de santé est une des conséquences de l'effondrement de l'état.

Les malades sans moyens de payer des soins à l'hôpital, lorsqu'ils ne vont pas consulter les églises ou les sectes purificatrices, se tournent vers cette médecine traditionnelle. Le nombre de guérisseurs s'accroît à très grande vitesse, dont 90% sont des faux et le déficit de transferts des connaissances aux jeunes générations rendent la médecine traditionnelle de plus en plus dangereuse.

A cause de la négligence des dirigeants, aucune politique n'a été envisagée dans les pays africains, pour exploiter les connaissances détenues par les traditions, aussi efficaces soient-elles à ce jour. N'ayant jamais attiré la curiosité des élites scientifiques locaux et aucune conservation du savoir n'étant initiée, les guérisseurs africains ne peuvent avoir de motivation pour apporter leur connaissance des plantes et autres racines à la science.

D'autres peuples, Chinois et les Cubains notamment exploitent systématiquement la médecine traditionnelle, dans leurs recherches en science médicales moderne. Cette association qui a permis, de découvrir beaucoup des nouveaux médicaments est aujourd'hui jugée très positive dans les pays développés.

Les centres de recherches scientifiques occidentaux, ils sont toujours à l'affût, pour récupérer toutes les connaissances de n'importe quelle origine, qu'ils dirigent ensuite vers leurs laboratoires pour études approfondies.

Le manque de reconnaissance du travail des guérisseurs porte aujourd'hui un grand préjudice aux pays africains. Si d'une part il permet le développement de la fraude, avec la prolifération des faux, d'autre part les vrais guérisseurs emportent souvent leurs connaissances avec eux à la mort. La condamnation des jeunes générations à l'ignorance est ainsi réalisée.

La science a de tout temps démontré, que le plus grand nombre des produits pharmaceutiques provient, des recherches faites avec des produits de la nature. Associer ceux qui exploitent de plus près la nature, aux travaux de recherches des élites scientifiques d'Afrique, devrait être systématique pour espérer des résultats.

Aujourd'hui, les plus gros problèmes de santé en Afrique ont pour origines principales, la malnutrition et le déficit d'hygiène.

Vulnérable à toutes sortes de maladies, grâce à une bonne nutrition et un esprit d'hygiène avancé complétés par une bonne médecine traditionnelle, le niveau de santé en Afrique ne serait pas éloigné de certains pays occidentaux; même avec une médecine moderne moins avancée.

MASAMBA

Malgré tout les discours, les intérêts du monde dit « libre » passent avant les Droits de l'homme!

Détentions arbitraires, assassinats, disparitions, exterminations, génocides, guerres ethniques tribales ou religieuses sont des réalités du monde; longtemps après la déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée au lendemain de la fin de la deuxième guerre mondiale, le 10 décembre 1948, par l'assemblée générale des Nations Unies. Après cette adoption, sans distinction idéologique, tous les pays puissants ignorent les droits de l'homme; lorsqu'il s'agit de protéger ce qu'ils croient être leurs intérêts. On aurait pourtant pu croire que le bloc des pays dit « le Monde libre » serait un vrai protecteur des droits de l'homme, mais hélas comme cela se constate tous les jours ; il s'agit pour celui-ci d'une théorie différente de la pratique.

Les violations de ces droits sont restées les mêmes, seule leur forme d'exécution a changé. Si dans beaucoup des Républiques bananières du tiers monde les pouvoirs en place sont souvent responsables des violations des droits de l'homme, il faut reconnaître que dans beaucoup des cas ces violations reçoivent, un encouragement et parfois même, elles sont téléguidées ou initiées par des grandes puissances appartenant à ce bloc dit « du monde libre » pour des intérêts à défendre ou à protéger. Tout est ensuite bien organisé; souvent couvert par des "secrets défenses", ces puissances pour ne pas apparaître elles-mêmes au devant de la scène combattent les droits en utilisant des personnes à leur solde. Des systèmes de dissimulation de preuve, de leur implication dans des massacres sont inventés, à chaque occasion.

Curieusement, les diverses associations et ligues de droits de l'homme à travers le monde, ne voient pas toutes les mêmes violations. La sélectivité des dénonciations, parfois observée dans des rapports de ces organisations est souvent, un signe du lien existant entre quelques-unes d'entre elles, avec certains intérêts non avouables.

La guerre froide a été l'occasion, pour les grandes puissances des deux blocs capitaliste et communiste, de procéder à plusieurs violations. Aujourd'hui encore le monde dit « libre », champion auto proclamé des droits de l'homme ne donne pas des signes encourageant. Il y a quelques années, ils encourageaient ou intervenaient directement dans des guerres, assassinats, disparition qu'importe le nombre de victimes ; à l'exemple du Chili de Pinochet, L'Algérie, le Viêt-nam, l'Afrique du sud, le Rwanda, les Congo Kinshasa et Brazza, Lumumba, Ben Barka, Olympio, Amilcar Cabral. Mais ces drames d'hier ont été remplacés, par ceux d'aujourd'hui et comme parrains en sous mains de tels ou tels acteurs, on retrouve un pays du monde dit « libre » et « civilisé »

Que l'on soit pays proclamés protecteurs des droits de l'homme, que l'on appartienne au groupe des pays appelés « le monde libre », lorsque les intérêts l'exigent, les droits de l'homme ne comptent plus. Le droit de l'homme reste une utopie à ranger parmi les slogans dont l'homme aura toujours besoin pour se donner une bonne conscience à l'occasion.

MASAMBA

La méritocratie pourra-t-elle sortir le Congo de l'abîme?

Après plus de la moitié de siècle de présence belge, d'exploitation du Congo et d'enrichissement de la Belgique, il n'existait pas d'élite dans la population congolaise. En 1960, le Congo ne comptait qu'un seul diplômé d'université (Monsieur Thomas KANZA) qui avait réussi à faire ses études, dans une université anglaise.

L'éducation coloniale au Congo, basée essentiellement sur le métier manuel empêchait automatiquement, la constitution d'une élite intellectuelle ou celle capable d'assurer une quelconque forme de gestion moderne d'une affaire.

Les pères de l'indépendance, bien que très dynamiques dans la lutte pour l'indépendance, se sont trouvés malheureusement désarmés. A cause du manque de formation, ils ne disposaient ni connaissances et ni de compétence requise pour gérer les institutions d'un pays. Au 30 juin 1960, le Congo manque de cadre pour remplacer les colonisateurs, les autorités politiques avaient cru bien faire en attribuant des grades et des titres sans mérite aux nationaux pour remplacer les administrateurs belges. Des soldats et sous officiers sans exigence de compétence sont nommés officiers supérieurs ou généraux, des infirmiers sont nommés Médecins, des moniteurs d'école sont nommés directeurs d'entreprises, des commis et agents de bureau étaient nommés directeurs des services. Tout cela sans aucune compétence, sans sélection ni formation réelle préalable et adéquate. Comme si une nomination apportait des connaissances à celui qui n'en avait pas pour mieux travailler ? Le drame est que l'infirmier nommé médecin croyait qu'il le devenait incontestablement.

Il ne peut être reproché à ces courageux hommes de l'indépendance, qui ont su lutter valablement pour la liberté contre la colonisation, d'avoir ignoré la façon de gérer l'accession à l'indépendance. Il serait temps que les congolais se demandent si la culture du NON-MERITE, commencée dès l'indépendance en 1960, n'est pas la cause première du problème, dont leur pays a du mal à se détacher encore aujourd'hui.

Dès 1960, les diverses promotions obtenues par certains congolais, pour remplacer les Belges à certains postes, ont fait croire à des nombreux d'entre eux, que ni les connaissances, ni formations ou expériences adéquates n'étaient nécessaires pour accéder à un grade élevé, un titre ou occuper un poste important. Pour confirmer tout ça Mobutu nommaient certains PDG, Officiers, Généraux et autres Directeurs et responsables de gestion sans exiger de qualification, d'expérience ou de concours. Ainsi diplômés et compétence n'avaient pas, la même signification que dans des pays modèles de développement. Les diplômés congolais devenaient, une espèce de prime ou une garantie à vie accordée, à ceux qui gagneront bien leur vie en travaillant moins plus tard. Aucun résultat et aucun objectif de progrès ne leur étant imposé dans le travail, les heureux dirigeants finissaient par détruire tout ce qu'ils avaient trouvé. Le Congo connaît ainsi, des générations entières des gens souvent prétentieux, diplômés ou pas, mais ignorants et fiers de l'être. Le progrès nécessaire au service du bien commun devant recevoir son impulsion à partir d'en haut, ne pouvait inspirer cette société.

On pouvait constater que c'est d'en haut que partait la corruption, la violence et toutes les sortes d'injustice sociales. Les petits fonctionnaires souvent placés, à tel ou tel poste dans le but de ravitailler leurs chefs hiérarchiques, rançonnaient le peuple pour le compte de ceux-ci. Le fonctionnaire, qui tenait à se comporter en honnête homme, devenait gênant et objet des persécutions de la part de ses chefs et de ses collègues.

La disparition, de l'administration du pays en est la plus grave conséquence, mais il faudra le départ de Mobutu avec la liquéfaction de son armée, pour que le problème de mérite se pose chez beaucoup de Congolais. Nombre d'entre eux par exemple avaient longtemps considéré naïvement que le meilleur Officier ou Général dans l'armée devait être une personne pourvue d'un corps athlétique, violent, brutal, même sans intelligence et surtout originaire d'une tribu de la région de l'équateur, que d'autres Congolais ont souvent considéré comme, de grosses brutes innées ou des belliqueux naturels.

Même après l'effondrement de l'administration, de toutes les structures économiques et sociales, très peu de Congolais acceptaient de reconnaître que l'armée zaïroise était une institution incapable de défendre leur pays. C'est la liquéfaction cette l'armée en 1997 qui mis tout le monde d'accord que l'on ne construira jamais rien de bon avec des hommes sans compétence.

Il serait temps, que les Congolais opèrent une révolution culturelle, dans les procédures des nominations dans les diverses administrations et autres structures de l'état. Les seuls moyens, garantissant une efficacité des personnes recrutées restent, le recrutement, soit par concours, soit des hommes d'expérience ayant déjà fait leurs preuves, soit des hommes issus des formations précises adéquates, mais non le recrutement avec des critères subjectifs comme depuis l'indépendance.

Les intentions actuelles du gouvernement congolais qui prévoit de recruter désormais sur concours les fonctionnaires sont des signes encourageants. Encore faut-il que cette volonté devienne réalité et s'inscrive dans la loi. En cas de manque de compétence dans un domaine, ne vaut-il pas mieux de recruter en toute indépendance des vrais professionnels même étranger, le temps de former des Congolais ? Confier une quelconque gestion, à une personne dont la compétence n'a jamais été mise à l'épreuve, pour la seule raison qu'il manque du monde, n'est jamais une bonne méthode. La généralisation et la revalorisation du « mérite » à tous les niveaux demeurent, les uns des moyens clés qui permettront à la société congolaise, d'être en vue d'un réel essor.

Les hommes politiques congolais doivent admettre, qu'il existe une différence fondamentale, entre des amateurs ou des brillants diplômés dits intellectuels si doués scient-ils et des vrais spécialistes et autres professionnels, rompus aux techniques de pointe.

MASAMBA

Sociétés

Spoliation des orphelins au décès du père.

La venue au monde d'un enfant même, dans les endroits les plus misérables du monde est considérée, comme un événement heureux. Le Devoir naturel des parents est, de leur porter assistance aux enfants, jusqu'à en faire des hommes. Considérés comme une richesse, l'éducation, l'instruction et s'il le faut, l'assistance matérielle indispensable à l'épanouissement des enfants sont à la charge exclusive des parents. Il est cependant malheureux de constater que dès le décès d'un père ses biens matériels sont partagés par sa famille collatérale, au mépris de la veuve et des enfants. Les chances d'un bon épanouissement des enfants dépendent de la longévité du père ; cette même chance disparaît s'il survient la mort prématurée de celui-ci.

Lorsqu'un homme se construit une maison, sa première motivation est l'amélioration des conditions de vie de son foyer. Alors que l'équilibre de la famille devrait être préservé, à la disparition d'un père, souvent avant même son inhumation, les familles préparent le partage de tous les biens matériels qu'il a laissés.

C'est ainsi que veuves et enfants sont parfois condamnés, à devenir des sans domicile et voient leur avenir complètement compromis. Ces violations permanentes des droits de l'homme, que beaucoup cherchent à conserver sous prétexte de coutume et tradition, n'ont jamais interpellé les pouvoirs politiques des Etats africains concernés. Alors que la famille qui constitue la cellule de la société devrait bénéficier d'une attention particulière, comme si la protection des familles ne concernait pas l'Etat, les législations ne prévoient rien pour dissuader ces violations. Dans ce domaine, une avancée est peut être en vue au Gabon où le président Bongo a pris l'engagement de proposer des lois préservant les familles des spoliations, lors du décès du père. La réalisation de la promesse du président gabonais sera peut-être, le début d'une révolution sociale pour le Gabon, mais qui devra inspirer tous les autres pays d'Afrique concernés. C'est par la protection des plus faibles, que toute société se donne la chance d'être composée, d'hommes équilibrés capables de la faire progresser.

MASAMBA

« MAPOUKA » ou Montrer les fesses des filles: Argument culturel ivoirien!

Les périodes de grandes crises ont toujours été des terrains fertiles, pour la prospérité des anti-valeurs. Le phénomène des spectacles qui pris naissance au début des années 90, commencé au Zaïre de Mobutu avec l'apport timide du musicien congolais Koffi Olomide qui avait choisi dans ses spectacles, de faire danser sur scène des jeunes filles; à défaut de les déshabiller complètement, de les couvrir le moins possible pendant que celles-ci exécutaient : des gestes obscènes les plus provocatrices possible. Ces spectacles furent les éléments clés de la réussite, de celui que d'aucuns considèrent comme leur chanteur de charme préféré.

Ces succès ont non seulement fait des émules, mais ont aussi démontré que sur tout terrain préparé par la crise des mœurs, ceux qui faute de talent réel voudraient faire fortune à tout prix, en essayant de travestir une culture se trouveront encouragés.

Par manque d'arguments culturels, certains africains auraient choisi de montrer plus ouvertement les fesses des filles, sous prétexte de créativité ou d'innovation musicale. En Côte D'ivoire Pays où ce phénomène est allé le plus loin, un groupe d'opportunistes s'est arrangés à récupérer le MAPOUKA : danse traditionnelle qui est un élément de la culture nationale, et la transformer en danse des spectacles pornographiques; avec l'approbation malheureuse non avouée semble-t-il des autorités ivoiriennes. Dans ce pays, des spectacles qui sont en réalité des représentations pornographiques déguisées où des foules de plus en plus nombreuses, ivres de joie payent pour voir des scènes, présentant l'accouplement sur le sol entre hommes et femmes, sous forme de danse sont organisées dans des grands stades de football ; avec l'approbation malheureuse des autorités semble-t-il. Les vidéo cassettes de ces spectacles Mapouka, organisés par des personnes de la communauté ivoirienne de Paris, avec exhibition des filles complètement nues se vendant très bien sous les mentaux, voilà qu'il leur vient l'idée, que leur Mapouka peut mieux se vendre. Ils auraient aujourd'hui l'intention de le présenter, comme une part de la culture africaine, à apporter au monde. Ces messieurs Mapouka ne savent-ils pas que la pornographie existant déjà, et par conséquent que leur Mapouka ne peut être d'aucun apport culturel ?

Ils comptent désormais beaucoup des supporters, notamment les commerçants de la scène dont nombreux sont prêts, à tout vendre. Ne sont-ils pas encore une fois, en train de donner des arguments, aux protagonistes des thèses racistes, qui vont à juste titre se gargariser d'un tel degré de bêtise ?

MASAMBA